



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES - CCP N°PAS-24094

**MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2123-1, R.2123-4 A
R.2123-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

FOURNITURES COURANTES

FOURNITURE DE LIVRES NON SCOLAIRES

Pouvoir adjudicateur / acheteur :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes ci-après nommé « CHU de Nantes »
(Établissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'île Gloriette
44093 – NANTES CEDEX
SIRET : 26440013600471

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 : Mode de dévolution (allotissement)	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 : Documents contractuels.....	4
ARTICLE 5 : Durée DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6 : DescriPTION technique	5
ARTICLE 7 : Modalités D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION	6
8.1. Lieu de livraison et horaires	6
8.2 Délais de livraison	7
8.3 Conditions de livraison	7
ARTICLE 9 : Obligations du Titulaire	8
9.1. Interlocuteur dédié	8
9.2 Confidentialité	8
ARTICLE 10 : Constatation de l'exécution des prestations	9
10.1 Vérifications.....	9
10.3 Décision après vérification	9
Il sera fait application de l'article 30.1 du CCAG FCS.	9
ARTICLE 11 : Garantie	9
ARTICLE 12 : RELEVÉ D'ACTIVITE	10
ARTICLE 13 Prix	10
13.1 Forme des prix	10
13.2 Contenu des prix	10
13.3 - Modalités de révision des prix	10
13.4 Application d'une offre promotionnelle	11
ARTICLE 14 : Modalités de règlement.....	11
14.1 Paiement	11
14.2 Présentation des demandes de paiement	11
14.3 Transmission des demandes de paiement	11
ARTICLE 15 : AVANCE.....	12
ARTICLE 16 : Pénalités & Execution aux frais et risques	12
16.1 Retard de livraison	12
16.2 Manquement au relevé d'activité	12
16.3 Exécution aux frais et risques	12
ARTICLE 17 : Résiliation.....	12
17.1 Conditions de résiliation.....	12
17.2 Indemnités de résiliation	13
ARTICLE 18 : CLAUSE DE REEXAMEN	13
ARTICLE 19 : Responsabilités et assurance	14
ARTICLE 20 : DIFFERENDS ET Litiges	14
ARTICLE 21 : Dérogations au CCAG-FCS	14

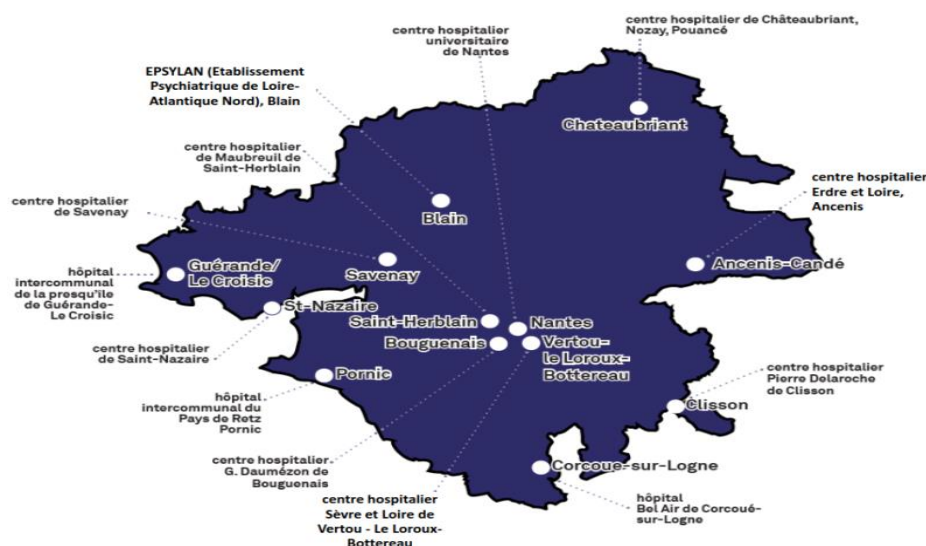
Le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après GHT 44 a été créé le 1er juillet 2016 dans le cadre de loi de modernisation du système de santé, en vue de coordonner les établissements publics de santé du territoire autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des Marchés et de leurs avenants.

Répartition des compétences au sein du GHT :

En phase d'exécution du Marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du Marché (prise en charge des modifications du Marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de non reconduction, résiliation du Marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du Marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du Marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).



ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture de livres non scolaires imprimés neufs français et étrangers pour 6 établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire 44 :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
- le Centre Hospitalier de Saint Nazaire
- le Centre Hospitalier de Châteaubriant-Nozay-Pouancé
- le CH EPSYLAN (Blain)
- le Centre Hospitalier Georges Daumezon (Bouguenais)
- le Centre Hospitalier Sèvre et Loire (Vertou – Le Loroux-Bottereau)

et dont les principaux bénéficiaires sont les centres de documentation.

Ces établissements sont dénommés ci-dessous « établissements bénéficiaires ».

ARTICLE 2 : MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)

Les fournitures, objet du présent CCP, font l'objet d'un lot unique.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ

Le présent Marché est un accord-cadre mono-attributaire (à bons de commande) conclu avec seulement un maximum fixé à 90 000 € HT sur la durée totale du Marché (reconductions comprises et toutes composantes confondues).

L'accord-cadre s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Chaque établissement bénéficiaire procèdera à l'émission de bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et devront s'exécuter jusqu'à la date de livraison prévue dans le bon de commande.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ⇒ L'acte d'engagement et son annexe financière et technique
- ⇒ Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP n°PAS-24094) et son annexe Etablissements GHT_ informations livraison et facturation
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- ⇒ L'Offre technique du Titulaire comprenant :

Le C.C.A.G.-F.C.S. ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le Titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Le présent Marché est conclu pour la période allant du 01/01/2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, jusqu'au 30/12/2025 (ci-après dénommée « période initiale du Marché »).

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une période d'un an.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction, conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique

En cas de décision de ne pas reconduire le Marché, le CHU de Nantes notifiera sa décision au plus tard 3 mois avant l'échéance du Marché.

ARTICLE 6 : DESCRIPTION TECHNIQUE

La présente consultation a pour objet la fourniture de livres non scolaires imprimés neufs français et étrangers pour 6 établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire 44 :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
- le Centre Hospitalier de Saint Nazaire
- le Centre Hospitalier de Châteaubriant-Nozay-Pouancé
- le CH EPSYLAN (Blain)
- le Centre Hospitalier Georges Daumazon (Bouguenais)
- le Centre Hospitalier Sèvre et Loire (Vertou – Le Loroux-Bottereau)

et dont les principaux bénéficiaires sont les centres de documentation.

Il s'agira pour le fournisseur retenu d'offrir une offre éditoriale en lien avec les activités de ces établissements du GHT 44 et de leurs instituts de formation et de recherche dans les domaines aussi variés que les soins, les techniques, la logistique, l'administration, le droit, les finances, les nouvelles technologies, les sciences humaines et la médecine etc...

Le fournisseur retenu pourra laisser en dépôt pour consultation, à la demande des établissements, un/des ouvrage(s), qui pourra/ont ensuite faire l'objet d'une commande de la part de l'établissement, ou être retourné(s) s'il(s) ne correspond(ent) finalement pas au besoin, après consultation. Le cas échéant, une convention sera établie entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire afin de fixer les modalités de ce dépôt.

ARTICLE 7 : MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande seront notifiés par l'établissement bénéficiaire. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- la référence du marché concerné,
- le n° du bon de commande
- la désignation de la fourniture,
- la quantité à livrer,
- le lieu et la date de livraison
- le code Chorus Pro
- l'adresse de facturation
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement bénéficiaire pourront être honorés par le ou les Titulaires. En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de refuser le paiement des factures présentées par le Titulaire.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de la période de référence de l'accord-cadre. Ces bons de commande sont établis en incluant le taux de rabais consenti à la signature de ce marché.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION

8.1. Lieu de livraison et horaires

Les fournitures seront livrées aux lieux et horaires de livraison indiqués sur le bon de commande en ayant impérativement pris l'accord préalable du représentant de l'établissement bénéficiaire. Ils seront livrés aux adresses suivantes :

- **Pour le CHU de Nantes** sur le même site mais en 2 points de livraison :

Hôpital Saint-Jacques sis 22 Côte Saint-Sébastien, 44093 Nantes Cedex 1

- ✓ au centre de ressources en information du plateau des écoles pour les commandes émanant du centre de ressources en information,
- ✓ aux magasins centraux sur la plate-forme logistique pour les autres commandes.

Du lundi au vendredi de 8h15 à 11h45 et de 13h15 à 15h45

- **Pour le CH EPSYLAN (Blain)** en 1 point de livraison :

Centre de soins psychothérapiques pour enfants sis 27 boulevard Albert Einstein, 44300 Nantes.

Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h30.

- **Pour le CH Georges Daumezon (Bouguenais)** en 1 point de livraison :

CHS Daumezon sis 55 rue Georges Clemenceau, magasin central, 44340 Bouguenais.

Du lundi au vendredi de 8h à 12h

- **Pour le CH de Châteaubriant-Nozay-Pouancé** en 1 point de livraison :

CH de Chateaubriant sis 9 rue de Verdun, accueil, BP 229, 44146 CHATEAUBRIANT CEDEX

Du lundi au vendredi de 7h à 20h30

- **Pour le CH de Saint-Nazaire** en 1 point de livraison :

CH Saint Nazaire, IFSI sis 21 chemin des infirmières, 44 600 SAINT-NAZAIRE

Du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h.

- **Pour le CH Sèvre et Loire (Vertou)** (point de livraison confirmé par l'établissement en cours d'exécution du marché) :

Cf. annexe CCP « Etablissements GHT_ informations livraison et facturation »

Chaque livraison sera effectuée à réception du bon de commande, et au plus tard dans le délai sur lequel s'est engagé le soumissionnaire aux lieux et heures d'ouverture mentionnés sur le bon de commande.

8.2 Délais de livraison

Le Titulaire devra accuser réception du bon de commande afin de donner date certaine à la réception et déterminer la durée maximale de livraison par mail.

Si le Titulaire a proposé des délais plus courts dans son offre, ceux-ci s'appliqueront.

Tout retard dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues l'article 16 du présent CCP.

8.3 Conditions de livraison

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du Titulaire, qui effectue les livraisons franco de port et d'emballage, dès le premier euro.

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du Titulaire et restent

sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison. Le déballage des matériels, l'évacuation des matériaux d'emballage seront pris en charge par des moyens propres au Titulaire.

Egalement et en vertu de l'article 20.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le transport s'effectue **sous la responsabilité du Titulaire**, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le transport et le déchargement sont donc effectués sous sa responsabilité.

Chaque livraison (faite par le Titulaire ou un transporteur) devra être accompagnée d'un bon de livraison, qui devra être émarginé par un représentant de l'établissement. Les bons de livraison comportent au minimum les indications suivantes :

- Numéro de marché
- Identité de l'établissement destinataire
- Identité du fournisseur
- Identité du transporteur
- Désignation et référence de chaque fourniture / prestation
- Quantité livrée / exécutée
- Nombre de colis - Conditionnements et sous - conditionnements

Le Titulaire faisant appel à un transporteur devra communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse mentionnée sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du Titulaire et ne peut être facturée à l'établissement bénéficiaire.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du Titulaire.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. Interlocuteur dédié

Dès la notification du marché, le Titulaire indique le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée d'assurer l'exécution des prestations du présent marché. Ce responsable désigné par le Titulaire est **l'unique interlocuteur** des établissements concernés pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution, le Titulaire **en avise sans délai** l'établissement et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

Chaque établissement bénéficiaire nommera également un interlocuteur privilégié.

9.2 Confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

ARTICLE 10 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de réception, vérification et admission sont placées sous la responsabilité du responsable du marché de l'établissement bénéficiaire ou son représentant.

10.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Vérifications qualitatives :

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou de la commande, l'établissement bénéficiaire pourra :

- Soit procéder à l'ajournement dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'équipement ; la fourniture devra alors faire l'objet des mises au point préconisées dans le délai indiqué dans le courrier d'ajournement. Ce délai ne devra pas être supérieur au délai de livraison initial.
- Soit la refuser ; notamment en cas d'insalubrité ; elle doit être alors immédiatement remplacée. Le courrier de refus précisera le nouveau délai attendu.
- Soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un accord commun écrit ; le défaut d'accord entraînera le refus de la fourniture.

Vérifications quantitatives :

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire pourra mettre le Titulaire du marché en demeure :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande
- Soit compléter la livraison, dans le cas contraire, dans les délais qui lui sont prescrits, à concurrence de la quantité prévue au bon de commande

10.3 Décision après vérification

Il sera fait application de l'article 30.1 du CCAG FCS.

ARTICLE 11 : GARANTIE

En l'application de l'article 33 du CCAG-FCS, les fournitures et prestations sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière (vice caché) à compter du jour de leur réception pendant une durée d'un an.

ARTICLE 12 : RELEVÉ D'ACTIVITÉ

Au terme de chaque année civile, le Titulaire devra fournir un relevé des commandes réalisées par établissement bénéficiaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Ce relevé comportera minima les informations suivantes : n° de marché, établissement bénéficiaire, quantité par référence, montant facturé HT.

Ce reporting sera réalisé à partir d'un fichier Excel libre, il devra être transmis dans un délai de 15 jours calendaire après l'échéance annuelle du marché par courriel à : sonia.felix@chu-nantes.fr et Celine.prouteau@chu-nantes.fr

Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 16.2 du présent CCP.

ARTICLE 13 PRIX

13.1 Forme des prix

Conformément à la loi du 10 août 1981, les prix de référence du marché public sont les prix de vente public fixés par les éditeurs.

Ces prix sont assortis d'un taux de rabais en application de l'article 3 de cette même loi, modifiée par la loi du 18 juin 2003 n° 2003-517.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

13.2 Contenu des prix

Les prix s'entendent toutes taxes comprises pour marchandises livrées franco de port et d'emballage sans seuil minimum de commande. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture, ainsi que les marges pour risques et les marges bénéficiaires et tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, y compris ceux qui peuvent naître de l'ajournement ou du rejet des prestations, ceux-ci étant à la charge du Titulaire

Les prix du bordereau sont appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont établis conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

L'EURO est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

13.3 - Modalités de révision des prix

Le taux de remise consenti est ferme pour toute la durée du marché public.

13.4 Application d'une offre promotionnelle

En cours d'exécution du marché, et à l'initiative de son Titulaire, les prix des fournitures figurant dans le marché pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le Titulaire du marché adressera à l'établissement bénéficiaire son tarif promotionnel par mail, en précisant :

- la désignation précise des fournitures concernées par l'offre promotionnelle.
- la durée de validité de l'offre promotionnelle.

ARTICLE 14 : MODALITES DE REGLEMENT

14.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-FCS

14.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement seront établies selon les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence au Marché, à la composante considérée ou au bon de commande s'il y a lieu,
- la nature de la prestation réalisée et des fournitures livrées (toutes composantes),
- le prix forfaitaire et unitaire net HT des prestations et fournitures réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TVA comprise,
- la date de facturation

14.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les éléments de paramétrage des établissements sont dans le fichier annexe « Etablissements GHT_ informations livraison et facturation »

ARTICLE 15 : AVANCE

Les conditions requises par l'article R.2191-3 du Code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies dans le cadre de l'exécution du présent Marché, aucune avance ne sera accordée au Titulaire.

ARTICLE 16 : PENALITES & EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro et sont appliquées sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulatives. Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée, les pénalités sont calculées selon les modalités décrites ci-dessous.

16.1 Retard de livraison

En cas de retard de livraison du seul fait du Titulaire, celui-ci peut encourir la pénalité suivante, sans mise en demeure préalable : 1.50€ HT par livre et par jour ouvré de retard. Les pénalités commencent à courir au 1^{er} jour suivant l'expiration du délai contractuel de livraison.

16.2 Manquement au relevé d'activité

Sans objet

16.3 Exécution aux frais et risques

Il est fait application de l'article 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 17 : RESILIATION

17.1 Conditions de résiliation

Le Titulaire peut demander à mettre fin à l'exécution du marché dans les conditions prévues aux à l'article 40 du CCAG-FCS.

L'établissement bénéficiaire peut décider de mettre fin à l'exécution d'un marché dans les mêmes conditions.

En complément de l'article 41 du CCAG-FCS relatif à la résiliation pour faute du titulaire, sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire a refusé de répondre à une demande de passation d'un bon de commande émis par un établissement ;

- Le Titulaire a apporté sans approbation de l'établissement des modifications sur un élément substantiel des prestations ou des fournitures ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du Marché notamment en cas de :
 - retard dans l'exécution des prestations et/ou de retard de livraison répétés ;
 - erreurs de facturation répétées ;
 - manquements répétés au CCP ;
 - non-conformité des produits au CCP et/ou aux fiches techniques.
- Le Titulaire n'informe pas de manière répétée l'établissement des ruptures d'approvisionnement ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

17.2 Indemnités de résiliation

La résiliation prononcée pour faute n'ouvre pas droit à indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

ARTICLE 18 : CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le Titulaire initial cède son Marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le Marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du Marché initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du Titulaire du Marché, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du Marché.

ARTICLE 19 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE

Le Titulaire devra être assuré en responsabilité civile contre tout dommage pouvant affecter les personnes – agents des établissements parties au contrat, usagers, visiteurs – et les biens à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent Contrat, qu'il soit causé par ses agents ou représentants. Le Titulaire devra pouvoir justifier de cette assurance.

ARTICLE 20 : DIFFERENDS ET LITIGES

Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4.2.1 (pièces contractuelles)
Article 9	Article 14 (Pénalités)
Article 17	Article 42 (Résiliation pour motif d'intérêt général)